



## FLOU Y ES-TU ?

Ce lundi 4 juin, la Ministre de la Culture, en présence des PDG de chaque entreprise, a présenté les grandes lignes de la réforme de l'audiovisuel public. Tout semble avoir été fait pour ne pas mettre les salariés des entreprises concernées de mauvaise humeur immédiatement. Pas vraiment d'annonce nouvelle, mise à part la création d'une concertation nationale. Comme si l'objectif du moment était de calmer le jeu. Car, nous ne sommes pas dupes, le plus dur reste à venir.

Côté contenus, les PDG, en bons élèves, ont tous fait des annonces dans le sens des injonctions jupitériennes. Et, dans ce domaine, Nyssen, Veil et Ernotte, en chœur, ont confirmé, mais ce n'est pas une surprise, vouloir renforcer la proximité :

- par la combinaison des forces de France Bleu et France 3. Entre ces deux entités, il n'est plus question de fusion... pour l'instant. S. Veil : « *Nous expérimenterons à la rentrée une double diffusion radio télé en locale, matinales communes dans deux villes (Paris et Aix en Provence), mais aussi 7 autres thématiques... C'est un ensemble d'expérimentation pour voir si nous rencontrons un public, si nous répondons aux attentes* ». Mais on sait ce que valent des expérimentations quand on veut aboutir à un objectif. D'ailleurs, au-delà des partenariats habituels, on assiste déjà à une montée en puissance de la collaboration par la fusion des moyens. Certains cadres zélés mènent déjà depuis plusieurs mois des expérimentations dans différentes régions. Exemple : pour la fête de la Bretagne, le 17 mai, émission commune de France 3 Bretagne, France Bleu Breizh Izel et France Bleu Armorique avec présentation de 2 flashes en direct par un journaliste de France Bleu. Tout cela sur une idée des directeurs de France Bleu.
- par une multiplication par 3 des heures de programmes régionaux à France 3. Avec quels moyens (humains et financiers) ? Ces programmes seront-ils propres à France 3 ou est-ce que cela comprend des contenus filmés de France Bleu ?

Pourtant :

- le tempo de la radio n'est pas le tempo de la télévision ;
- les personnels de France 3 et France Bleu travaillent sur des supports différents, ne font pas les mêmes métiers, au demeurant complémentaires ;
- les zones de couverture des deux entités et leurs moyens ne sont pas superposables. Alors que le réseau France Bleu est plutôt uniforme, voire formaté en termes de moyens humains, de volume quotidien de diffusion, de contenus, l'implantation de France 3 sur le territoire n'est pas uniforme. Alors, quel avenir pour les radios locales-qui n'ont pas de France 3 ? Va-t-on créer un réseau France Bleu à deux vitesses ? Le maillage territorial actuel qui, jusqu'ici, a fait la force et la pertinence de ces deux réseaux va-t-il être remis en cause ?
- France Bleu et France 3 fonctionnent sur une organisation inverse de leurs productions. A France Bleu, les contenus produits à Paris et diffusés en région le sont en complément des productions de chaque radio locale, à l'inverse de ce qui se passe à France 3 ;
- les statuts et les conventions collectives des personnels ne sont pas identiques dans les deux entités.

Côté budget, si rien n'avait filtré lundi sur le volet financier et les économies budgétaires qui vont être imposées à l'audiovisuel public, ce mardi, sur CNews, F. Nyssen a fini par lâcher que ce serait de l'ordre de 300M€, soit 8 % du budget. D'autant que dans ce budget, 150 M€ supplémentaires iront au numérique ! Le nouveau monde cher à Macron utilise là une vieille recette : contraindre financièrement les entreprises pour mieux les obliger à se restructurer.

Pour SUD FranceTV et SUD Radio France, l'évolution des pratiques, les nouvelles technologies, le « media global » tombent à pic pour appliquer des mesures d'économies drastiques aux entreprises de l'audiovisuel public. Or, les productions audiovisuelles nécessitent de la main d'œuvre, relèvent de l'artisanat. Le risque majeur porte donc sur les personnels. Comment croire, en effet, que seuls les moyens, les locaux, les antennes seraient touchés sans qu'une attaque violente ne soit menée contre les emplois.

Pour l'heure, ces annonces sont nimbées dans un grand flou et quand c'est flou, c'est qu'il y a un loup !

Paris, le 07 juin 2018